

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 03/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOFFOLUTTI

Le tertre de la gare
BP 402
50300 Avranches

Références : 2024-296
Code AIOT : 0005305290

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement TOFFOLUTTI implanté Carrière de Cherbourg et du Cotentin Avenue de Bremerhaven 50100 Cherbourg-en-Cotentin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite réactive a été réalisée suite à une plainte d'un riverain pour nuisances olfactives dues à la centrale TOFFOLUTTI le mardi 23 avril après-midi et le jeudi 25 avril matin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOFFOLUTTI
- Carrière de Cherbourg et du Cotentin Avenue de Bremerhaven 50100 Cherbourg-en-

Cotentin

- Code AIOT : 0005305290
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La centrale mobile d'enrobage à chaud exploitée par la société TOFFOLUTTI a fait l'objet de plaintes récurrentes de la part de riverains. Son fonctionnement peu fréquent génère des fumées qui alertent le voisinage.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeur
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il apparaît que les conditions météorologiques influencent très notablement les nuisances olfactives perçues par les riverains de la centrale.

Un plafond nuageux bas est de nature à fortement perturber la performance du traitement des odeurs.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	odeurs	Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 3.1.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 7.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien mis en place des moyens de gestion des odeurs. Cependant l'efficacité de ceux-ci apparaît insuffisante pour éviter que le voisinage ne soit incommodé par les gaz odorants produits par sa centrale, en particulier lorsque le plafond nuageux est bas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, prévention des odeurs
Prescription contrôlée :
Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz

odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Constats :

Une odeur significative d'enrobés routiers est perceptible au niveau du Hameau Quévillon mais aussi des locaux de la carrière du Roule à l'occasion de la présente visite. Les deux se trouvent à l'est de la centrale d'enrobage exploitée par la société TOFFOLUTTI dans l'emprise de cette carrière.

Un panache de fumée blanche issu de la cheminée de la centrale est observé se dirigeant vers l'est.

En revanche, aucune odeur caractéristique n'est constatée au droit de la centrale en cours de fonctionnement.

Interrogé sur les conditions d'exploitation, le chef de centrale indique qu'aucun incident n'est à noter. En effet, le traitement anti-odeur apparaît bien en place et en fonctionnement. Deux produits différents sont utilisés:

→ l'AIRHITONE est injecté au niveau de la cheminée à raison d'une consommation annuelle de 15 à 20 litres,

→ l'INHITONE est directement injecté dans le bitume à raison d'une consommation de 20 litres par tranche de 30 tonnes de bitume produit.

L'exploitant dispose d'une réserve de 8 litres d'AIRHITONE et de 80 litres d'INHITONE (160 litres supplémentaires devant être livrés le jour-même).

Il apparaît donc que l'exploitant met bien en œuvre des dispositions afin de limiter les gaz odorants provenant de sa centrale d'enrobage susceptibles d'incommoder le voisinage, néanmoins l'efficacité de ces moyens reste liée aux conditions météorologiques. Un plafond de nuage bas est de nature à fortement perturber la performance du traitement des odeurs.

Il est constaté que l'exploitant a bien mis en place des moyens de gestion des odeurs mais leur efficacité apparaît insuffisante pour éviter que le voisinage ne soit incommodé par les gaz odorants produits par sa centrale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mener une réflexion, voire une étude d'optimisation, de sa centrale d'enrobage afin de réduire de façon significative les nuisances olfactives qu'elle induit pour le voisinage.

Il devra fournir un plan d'amélioration comportant un échéancier de réalisation avec les justificatifs techniques permettant d'assurer la prévention des odeurs dans un délai maîtrisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 7.2.1

Thème(s) : Produits chimiques, connaissance des produits utilisés

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier

les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du Code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

Constats :

L'exploitant met en œuvre deux produits différents pour masquer les odeurs de sa centrale, il s'agit de l'AIRHITONE et de l'INHITONE fabriqués par la société WESTRAND INTERNATIONAL. Le chef de centrale, sur demande de l'inspecteur, a présenté leurs fiches de données de sécurité qui ont pu être examinées. Il en ressort les informations suivantes :

→ AIRHITONE A2S2 FLR P VS : version 005, date de révision 11/05/2023, mentions de danger H315, H317, H319 et H412, classé pour sa toxicité écologique. Les bidons sont stockés dans un local technique.

En revanche, la fiche de données de sécurité fait référence en haut de page 1 au règlement (ancien) REACH (CE) n° 1907/2006, il est pourtant indiqué en page 7/7 une mise à jour de la FDS selon l'annexe II du règlement REACH (CE) n° 878/2020 du 18/06/2020.

→ INHITONE ENR MF P : version 006, date de révision 12/05/2023, mentions de danger H226, H315, H317, H319 et H411, classé pour sa toxicité écologique. Les bidons sont stockés sur rétention.

Comme pour l'AIRHITONE, la fiche de données de sécurité fait référence en haut de page 1 au règlement REACH (CE) n° 1907/2006.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite